



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°46 – 14 au 20 novembre 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : La Banque européenne d'investissement (BEI) soutient le déploiement de 1,2 GW d'énergie renouvelable
- **Afrique du Sud** : EDF annonce la clôture financière de deux premiers projets éoliens du BW5
- **Afrique du Sud** : L'intensité des délestages risque de s'accroître en raison de l'épuisement du budget diesel d'Eskom
- **Afrique du sud** : Les ventes au détail reculent au mois de septembre
- **Afrique du sud** : Le Rand remonte face au dollar
- **Angola** : Exxonmobil fait une nouvelle découverte dans le bloc 15
- **Angola** : L'Etat recevra 67,5 M USD par an avec la concession du corridor ferroviaire de Lobito
- **Malawi** : Le Malawi signe un protocole d'accord avec AMEA Power pour développer une centrale solaire de 50 MW
- **Malawi** : Des engrais envoyés en urgence suite à une demande de l'ONU
- **Mozambique** : Le gouvernement présente son projet de loi de finances 2023
- **Mozambique** : L'inflation ralentit légèrement en octobre
- **Zambie** : L'ambassadeur américain exhorte ses partenaires à accepter une annulation partielle de la dette
- **Namibie** : L'inflation se stabilise en octobre

Zoom sur... Le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement signe un accord d'approvisionnement avec le Cap

Le ministère a annoncé un investissement de 2,3 Mds ZAR (128 Mds EUR) pour augmenter l'approvisionnement en eau potable de la ville du Cap. L'objectif est de sécuriser l'approvisionnement en eau de la ville, notamment en prévision de sécheresses futures. Les prévisions sur les conséquences du réchauffement climatique indiquent qu'au cours des 30 prochaines années, les rendements du système d'approvisionnement en eau diminueront de 25% pour la ville du Cap. Cet investissement public devrait produire environ 63 millions de litres d'eau supplémentaires par jour et augmenter le rendement d'environ 4,5%. Le Cap se trouve dans une région où l'eau est rare et la ville entend également diversifier ses sources d'eau à travers le dessalement, le traitement des eaux usées et les eaux souterraines pour limiter sa dépendance aux barrages pluviaux. En 2018, l'agglomération du Cap s'était retrouvée en situation de stress hydrique en raison d'une sécheresse historique menaçant l'approvisionnement en eau potable des populations. Grâce à des mesures d'économie d'eau et à une augmentation de l'approvisionnement, le Cap avait réduit sa consommation quotidienne d'eau de plus de la moitié en mars 2018, soit environ 500 millions de litres par jour.

Afrique du Sud

La Banque européenne d'investissement (BEI) soutient le déploiement de 1,2 GW d'énergie renouvelable

La BEI finance une ligne de crédit de 200 M EUR à la Banque de développement d'Afrique australe (DBSA) pour soutenir la production de 1,2 GW d'énergie renouvelable. Ce projet vise à débloquent 400 M EUR d'investissements privés dans la production de renouvelable. Il contribuera au Programme d'Investissement dans la Production Intégrée (EGIP). L'EGIP, financé par le Fonds Verts (100 M EUR) et la DBSA (100 M EUR) soutient le développement et la mise à l'échelle de projets photovoltaïques et éoliens, développés par des producteurs d'électricité indépendants. Outre l'ajout de 1,2 GW de capacité de production distribuée, les projets permettront d'éviter 3,6 Mt d'émissions carbone une fois opérationnels et les financements pourraient potentiellement être également orientés vers des projets d'efficacité énergétique promus par le secteur privé.

EDF annonce la clôture financière de deux premiers projets éoliens du BW5

Ces deux projets seront les premiers des trois projets d'EDF Renouvelables à atteindre la clôture financière dans le cadre du 5ème guichet d'appel d'offres du programme *South African Renewable Independent Power Producer (REIPP)*. Situés dans les provinces du *Eastern* et du *Northern Cape*, les deux parcs éoliens produiront 140 MW chacun. Leur construction est assurée par EDF Renouvelables et ses partenaires et ils devraient entrer en service entre 2024 et 2025. Les bailleurs mandatés pour les deux projets sont la Standard Bank et Absa, dont les investissements s'élèveront à 7,7 Mds ZAR (446 M USD). Eskom et le Ministère des ressources minérales et de l'énergie ont signé les accords d'achat d'électricité en septembre. EDF renforce son positionnement en Afrique du Sud avec ce projet, puisque l'entreprise française développe ou exploite au total près d'1 GW d'énergie à faible émission sur le territoire. Le

troisième projet d'EDF dans le cadre de l'appel d'offres devrait être clôturé en janvier, portant l'investissement total à 11,5 Mds ZAR (667 M EUR). Trois nouveaux accords de projets d'une valeur combinée de 364 MW ont également été signés dans le cadre du très retardé BW5. Pour rappel, le BW5, dont les résultats ont été publiés en octobre 2021, prévoyait la mise en service de 1 600 MW d'énergie éolienne et 1 000 MW de solaire à travers 25 projets.

L'intensité des délestages prévus par Eskom va s'accroître à cause de l'épuisement du budget alloué au diesel

Sept mois après le début de son exercice, Eskom a déjà dépassé son budget de diesel annuel de 1 Md ZAR (58 M USD). Le budget total du diesel pour l'année budgétaire se terminant fin mars est de 11 milliards ZAR et, lors de la deuxième semaine de novembre, l'entreprise avait déjà dépensé environ 12 milliards de rands en diesel. Eskom détient une flotte de production d'urgence, d'une capacité de 2 GW, qui fonctionne au diesel. Ces unités de production d'urgence sont utilisées pour compenser un manque de capacité de production sur le reste du parc essentiellement charbon, ce qui permet à Eskom d'éviter d'avoir à recourir à des niveaux plus élevés de délestage. Alors que l'entreprise publique continue de lutter contre les problèmes financiers et les pannes dans ses centrales électriques, elle a dû mettre en œuvre 145 jours de délestage depuis le début de son exercice financier en avril 2022, et pourrait devoir mettre en œuvre 120 jours supplémentaires avant la fin du mois de mars 2023. A noter que, pour l'exercice 2022/2023 à ce jour (d'avril à octobre), le parc de production fonctionne avec un rendement de 58%.

Les ventes au détail reculent au mois de septembre

Selon StatsSA, les ventes au détail ont diminué de 0,6% en glissement annuel en prix constants au mois de septembre. Cette réduction s'explique principalement par la baisse des ventes de « denrées alimentaires, alcool et tabac » (-8,1% soit une contribution négative de 0,7 point) et des ventes de « peintures, équipements informatiques et verre » (-8,0% soit

-0,8 point) sans qu'elles ne soient compensées par la bonne performance des ventes des distributeurs, en raison de la faiblesse des revenus des consommateurs.

Le Rand remonte face au dollar

Dans le sillage du ralentissement de l'inflation américaine et d'un léger affaiblissement du dollar, le rand s'est apprécié de 6,1 % par rapport au dollar au cours des deux dernières semaines. Cette appréciation soudaine inverse la tendance à la baisse observée depuis avril 2022. Pour rappel, le rand avait perdu 20,3% face au dollar entre la mi-avril et le 1^{er} novembre. A noter, toutefois, que la reprise du rand est principalement due à la perspective d'une politique monétaire plus accommodante de la part de la FED, qui a suscité un regain d'intérêt pour les marchés à risques. Le rand demeure une monnaie spéculative et hypervolatile, et son cours pourrait être amené à évoluer fortement en décembre. Un échec du président Ramaphosa à sa réélection à la présidence de l'ANC ou un resserrement de la politique monétaire de la FED pourraient dégrader ce nouveau rallye.

Angola

EXXONMOBIL fait une nouvelle découverte dans le bloc 15

ExxonMobil Angola et ses partenaires ont confirmé une nouvelle découverte sur le bloc 15 (puits d'exploration Bavuca Sul-1), qui devrait permettre une production supplémentaire d'environ 40 000 barils de pétrole par jour. Le puits a permis de découvrir 30 mètres (98 pieds) de grès de haute qualité contenant des hydrocarbures. Il est situé à environ 365 kilomètres au nord-ouest de la côte de Luanda et a été foré à travers un toboggan aquatique de 1 100 mètres (3 608 pieds) par le navire de forage Valaris. Esso Exploration Angola Limited, filiale d'ExxonMobil, est l'opérateur du bloc 15 avec une participation de 36% et ses partenaires sont BP Exploration (24 %), ENI (18 %), Equinor (12 %) et Sonangol (10 %).

L'Etat angolais recevra 67,5 M USD par an avec la concession du corridor ferroviaire de Lobito (*Jornal Expansao*)

Le consortium TMV chargé de la gestion du couloir ferroviaire de Lobito s'appellera désormais Lobito Atlantic Railway (LAR). Il versera à l'État angolais une moyenne de 67,5 M USD par an. Au total, un peu plus de 2 Mds USD seront versés pendant les 30 ans de la concession aux entreprises du consortium (Trafigura (Suisse), Venturis (Belgique); Mota-Engil (Portugal) auxquels s'ajoute une prime de concession de 100 M USD. Le consortium prévoit d'investir 450 M USD dont 171 M USD (38%) dans le matériel roulant et 166,5 M USD (37%) dans les infrastructures. Le reste, soit 25 % du budget total (112,5 M USD), sera investi dans le réaménagement de l'académie de formation ferroviaire de Huambo, ainsi que dans les gares, la logistique et l'entretien.

Malawi

Le Malawi signe un protocole d'accord avec AMEA Power pour développer une centrale solaire de 50 MW

Le président malawien Lazarus Chakwera et les autorités locales ont signé un protocole d'accord avec le producteur indépendant d'électricité, AMEA Power, pour le développement d'une centrale solaire de 50 MW. Ce projet vise à soutenir un meilleur accès à l'électricité pour la population, qui souffre du manque de services essentiels. Le pays est en effet l'un des moins électrifiés au monde, avec notamment moins de 7 % de la population rurale ayant accès à l'électricité et en moyenne 54% de la population urbaine y ayant accès. Le président Chakwera a exhorté la société AMEA Power à accélérer la mise en œuvre du projet, face à la situation du pays qui souffre largement des conséquences de la crise résultant du conflit en Ukraine. Celle-ci a en effet entraîné une hausse inédite de l'inflation (jusqu'à 25,5%), portée par la progression des prix des denrées alimentaires et des transports. La hausse de la facture énergétique a contribué à détériorer la position extérieure du pays, conduisant à une pénurie de devises.

Des engrais envoyés en urgence suite à une demande de l'ONU

Le Malawi devrait recevoir 20 000 tonnes d'engrais russes via les Pays-Bas d'ici la semaine prochaine. Le pays est actuellement incapable d'importer des produits de base essentiels en raison d'une pénurie de devises étrangères et d'une inflation galopante. Pour lutter contre l'insécurité alimentaire, l'ONU a demandé au gouvernement néerlandais de libérer les engrais russes qui ont été confisqués à Rotterdam pour dénoncer la guerre en Ukraine. Cette cargaison, unique en son genre, pourrait être la première d'une longue série. Plus de 240 000 tonnes d'engrais russes sont en effet momentanément immobilisées dans les entrepôts de l'UE.

Mozambique

Le gouvernement présente son projet de loi de finances 2023.

Le gouvernement mozambicain a présenté le 5 octobre sa loi de finances pour l'année 2023. Les recettes pour l'année 2023 y sont estimées à 27 % du PIB, en hausse de 21,5 % par rapport à 2022, grâce notamment à l'augmentation des droits de douane et à la suppression des exonérations de TVA. Les dépenses publiques devraient quant à elles atteindre 35,8 % du PIB, en légère augmentation par rapport à 2022 (+4,7%). Cette augmentation doit toutefois être relativisée dans le contexte d'inflation actuel (+12%). Cette relative stabilisation des dépenses s'explique notamment par une rationalisation accrue de l'embauche des fonctionnaires, un des principaux postes de dépenses. Le gouvernement table sur un déficit de 8,7% en 2023 contre 13,9% en 2022, qui sera financé principalement par de la dette interne. Certains risques pour l'économie persistent néanmoins, tels que la volatilité du taux de change, les catastrophes naturelles ou encore le terrorisme.

L'inflation ralentit légèrement en octobre

Selon l'organisme national de statistiques, l'inflation sur un an a atteint 11,8% au mois

d'octobre, après 12,0% au mois de septembre. L'inflation ralentit donc pour le troisième mois consécutif. Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix demeurent les « transports » (+20,1%) et les « denrées alimentaires » (19,6%).

Zambie

L'ambassadeur américain exhorte ses partenaires à accepter une annulation partielle de la dette

Lors d'une audition devant le Sénat américain, l'ambassadeur des Etats-Unis en Zambie a appelé les créanciers à accepter une annulation partielle de la dette du pays. Ce message est un signal clair en direction de ses collègues chinois, qui détiennent plus d'un tiers de la dette zambienne et dont les banques sont réticentes à subir des pertes, préférant négocier un rééchelonnement de la dette à un taux d'intérêt plus favorable. Pour rappel, la Zambie est le premier pays africain à avoir fait défaut pendant la crise de la Covid-19. Des négociations relatives à la restructuration de sa dette sont actuellement en cours dans le cadre du *Common Framework* mis en place sous l'égide du G20 et de Club de Paris. Celle-ci constitue une condition *sine qua non* de la poursuite du programme d'aide du FMI, enclenché en août 2022, et dont la deuxième tranche doit en principe être versée début avril 2023.

Namibie

L'inflation se stabilise en octobre

Selon l'agence nationale de statistiques, le taux d'inflation sur un an a atteint 7,1% au mois d'octobre, soit le même niveau qu'au mois de septembre. Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix sont les « transports » (+17,8% soit une contribution positive de 2,6 points), les « denrées alimentaires » (+9,1% soit + 1,7 points) et les « boissons alcoolisées et le tabac » (+6,7% soit + 0,9 points). A noter que, selon la Banque centrale (*Bank of Namibia*), l'inflation moyenne

devrait atteindre 6,1% en 2022 après 3,6% en 2021.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international